

PREFECTURE DE L'AVEYRON

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté n° **2009-154-3** du **3 JUIN 2009**

OBJET : Arrêté préfectoral de mise en demeure
Commune de Millau
Cotrival

LE PREFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le code de l'environnement, en particulier le livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances notamment son article L 514.1 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2006-165-3 du 14 juin 2006 autorisant la société COTRIVAL à exploiter un centre de transit de déchets sur le territoire de la commune de Millau ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 7 mai 2009 ;

CONSIDÉRANT

que la société COTRIVAL ne respecte pas certaines prescriptions imposées dans son arrêté préfectoral d'autorisation et en particulier en matière de prévention de la pollution des eaux ;

CONSIDÉRANT

que l'absence de respect des dispositions rappelées dans le présent arrêté sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT

qu'en pareille situation, conformément aux dispositions de l'article L 514-1 I du code de l'environnement, le préfet met en demeure l'exploitant de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aveyron ;

- ARRÊTE -

Article 1^{er}

La société COTRIVAL est mise en demeure de respecter pour son site de Millau les Fialets, sous 3 mois, les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n° 2006-165-3 du 14 juin 2006 :

- Article 2.1.2 : Transmettre à l'inspection des installations classées le justificatif de mise en place d'un dispositif de disconnexion sur les branchements d'eau potable sur un réseau public, et, le cas échéant, mettre en place un tel dispositif ;
- Article 2.6.1 : Mettre en place un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines constitué de 2 piézomètres, d'une profondeur suffisante pour capter la nappe du Font Liane, dont l'un est situé en amont de l'établissement et l'autre en aval dans le sens d'écoulement de la nappe phréatique, et procéder à la surveillance de ces eaux.
- Article 2.7.4 : Mettre sur rétention suffisante la totalité des stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.
- Article 6.5.1 : Etablir les consignes visées à l'article 6.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 2006-165-3 du 14 juin 2006.
- Article 6.7.7.2 : Etablir une procédure relative au déclenchement du détecteur de rayonnements ionisants.

Article 2

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

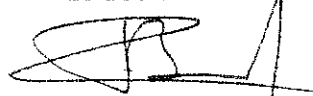
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aveyron,
- Le Sous-Préfet de MILLAU,
- Le Maire de la commune de MILLAU,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé de l'inspection des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont un exemplaire sera notifié à la société COTRIVAL ENVIRONNEMENT

Fait à RODEZ, le 3 JUIN 2009
Pour le Préfet et en l'absence de
Le Secrétaire Général


Pierre BESNARD